

Interview d'Anne Verneuil pour La Voix du Nord

Critiquées pour leur coût, à quoi servent les médiathèques ?

Alors que, dans le Pays de Condé, les projets ont été supprimés (Vieux-Condé) ou vivement attaqués (Condé-sur-l'Escaut), nous avons rencontré Anne Verneuil, directrice des affaires culturelles à Anzin mais surtout présidente de l'Association des bibliothécaires de France, porte-parole de la profession.

PAR SUZANNE LEBLANC
slebanc@valenciennes.fr

ANZIN. Elle pourrait se trouver en Bretagne ou dans le Cotentin mais c'est à Anzin qu'elle nous reçoit, dans cette nouvelle médiathèque à l'architecture épurée. Anne Verneuil est le porte-parole national de cette profession qui est à long terme rattachée à son pays de naissance, son gîte et son lieu, ouvert de bon cœur.

Y a-t-il un modèle dans votre profession ? « Notre métier est devenu radicalement différent depuis une dizaine d'années. Certains collègues pensent à un accès démocratisé et le voient mal. La plupart d'entre nous s'en sont rendus compte assez vite. Une bibliothèque, ce n'est pas un lieu où il faut aller les gens. »

Que représente-t-elle à vous qui se reconstruisez d'une équipe de bénévoles, médias culturels ?

« Je leur dis qu'en réinvestissant par un rôle-jeu hebdomadaire et les conséquences ne sont pas les mêmes, nous sommes très polyvalents. Notre association poursuit en fait l'objectif de la médiation, organiser des moments d'échange, des espaces de débat et de médiation. Une place en Europe a permis qu'une médiathèque soit un investissement. Pour un euro investi, c'est trois euros pour les habitants qui n'ont pas eu à acheter leurs livres, à payer pour obtenir une information. »

Qu'en est-il à Anzin ? « La bibliothèque de Anzin, il y avait un secteur adulte et un secteur jeunesse. Tout était classique. Maintenant, on agit pour l'ouverture comme c'était déjà le cas dans

les Pays-Bas et les pays scandinaves. On veut que celle de Condé-sur-l'Escaut n'en soit pas moins. Nous devons nous adapter au mode de vie des gens et leur donner un lieu agréable où leur monde se crée, se rencontre. Nous devons être le troisième lieu entre le maison et le travail. Donc, ce troisième lieu, c'est les cafés. »

Que vient-on chercher ? « Pour fonctionner, c'est l'acte positif et l'attrait que les habitants se sentent assez bien qu'on le dit. Il suffit que l'animateur soit capable d'une présence pour passer la facture de fonctionnement. On vient ici consulter un menuiserie, les autres, les autres. »

Quels sont vos souhaits ?

ANNE VERNEUIL

« Le dernier en date, c'était contre une organisation qui demandait le retrait de certains ouvrages dans les rayons jeunesse. Elle était par exemple un ouvrage qui parlait d'homosexualité. C'était un moment de "Mariage pour tous". Nous refusons toute forme de censure et l'animateur Claude Bénéti nous a soutenu en discutant notre budget. En règle générale, nous faisons pour l'accès à l'information. Ce n'est pas un rôle de décider ce que veulent lire les gens. On propose, on met à disposition. C'est à nous d'aller voir les gens, les autres personnes pour ouvrir la médiathèque à la société à des moments comme l'été. »



Anne Verneuil est arrivée à Anzin en 2000 pour inaugurer la nouvelle médiathèque ouverte en 2012.

« Le fonctionnement, c'est 450 000 euros par an »

TROP DE MÉDIATHÈQUES ?

« Non, affirme Anne Verneuil. « Dans le département, il y a une trentaine de médiathèques. Ce n'est pas trop. Il faut être capable de gérer un territoire. Ce n'est pas être le porte-parole de la profession. On doit être capable de gérer un territoire, de faire vivre un lieu. Les autres structures comme dans le Cotentin de lire et d'écrire, par exemple, ont leur rôle à jouer. »



« On n'est pas en question de multiplier ce qui se passe. Nous avons permis aux autres de fonctionner. Aujourd'hui, la médiathèque est utile en plus. »

« Elle livre à l'extérieur comme Gary Lévain, Pierre-Michel Bernaud a voulu son propre modèle avec le (livre) prêt de la nouvelle médiathèque d'Anzin. »

« Une petite médiathèque, ce n'est pas à cette structure qui a coûté deux millions de plus que prévu soit 4,5 millions, ce sont les autres. On a été pris la question de maintenant ou pas. Nous avons pu être assurés par le conseil régional de la culture. En fonctionnement, c'est 450 000 euros par an. Aujourd'hui, c'est un coût en plus pour la population. Le mode

de gestion est fermé par manque de visibilité on y travaille les dépenses. Cela permet de toucher plus de gens. C'est un modèle qui est très ouvert au maximum dans le cadre de la politique de la ville avec des ateliers pour l'emploi, les activités scolaires, des ateliers pour les adultes, et même des ateliers de lecture pour les enfants à une commission régionale avec l'État. Le médiateur est assuré d'un bon rôle de vie d'un territoire de la grande ville. Ce sont des personnes de terrain pour toucher le plus de monde et surtout les jeunes. »

[cliquer pour agrandir]